

Guay, Pierre-Yves, *Les firmes transnationales et l'État-nation : l'émancipation par la dépendance*. Montréal, Les éditions Agence d'Arc, 1987, xv + 498 p.

Raymond Hudon

Volume 19, numéro 2, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702344ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702344ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hudon, R. (1988). Compte rendu de [Guay, Pierre-Yves, *Les firmes transnationales et l'État-nation : l'émancipation par la dépendance*. Montréal, Les éditions Agence d'Arc, 1987, xv + 498 p.] *Études internationales*, 19(2), 359–362. <https://doi.org/10.7202/702344ar>

ges et des coûts, cela varie beaucoup d'un pays à un autre. La variation est fonction entre autres notamment des autres activités économiques et aussi du fait que l'on a affaire soit à un grand ou à un petit pays. Compte tenu des différences constatées à cet égard entre les pays, l'auteur soutient que toute étude dans ce domaine doit considérer les possibilités offertes par le tourisme pour un pays, en comparaison avec les autres ressources dont l'exploitation risque d'entrer en conflit avec le développement touristique.

Dans ces conditions, selon l'auteur, un petit pays insulaire sans autres ressources économiques importantes n'a probablement pas de choix que d'accorder beaucoup d'attention à un tourisme international décent, c'est-à-dire qui respecte autant que possible le patrimoine national du pays visité. Le tourisme n'est donc pas ici un instrument de diversification parmi d'autres activités économiques, mais une activité de pointe devant générer devises et emplois. Mais malheureusement, c'est cette catégorie de pays qui tire très peu de profit du tourisme international, parce que le risque pour eux de supporter d'importants coûts et d'en tirer peu de bénéfices reste très élevé. Ici par exemple, l'État est obligé d'engager de grosses dépenses, notamment en infrastructures pour répondre aux exigences des touristes; ce qui dans plusieurs cas, peut être très négatif pour les finances publiques de ces États.

En revanche, ces petits États aux ressources limitées peuvent aussi, dans certaines circonstances, tirer d'énormes avantages pour la main-d'oeuvre autochtone, peu ou non spécialisée. Le gouvernement peut aussi par des taxes et impôts divers, récupérer une bonne partie de ses investissements dans le développement touristique. Il s'agit là d'avantages très fluctuants pour les petits pays, mais qui peuvent être très importants pour les grands pays.

Philip English analyse ensuite la relation entre les touristes et leurs hôtes. Il souligne certains traits de l'impact du tourisme international sur les populations locales, notamment celles du Tiers-monde. Il émet certaines réserves sur la théorie voulant que le tourisme international n'ait qu'un effet négatif sur les

populations pauvres du Sud, même s'il reconnaît l'impact du tourisme du sexe et dans certains cas son influence sur l'augmentation de la mendicité. Il n'est donc pas surprenant, selon l'auteur que le tourisme international ait encouragé la prostitution dans des cas précis:

La prostitution est en fait devenue l'objectif premier de certains « sex tours » en Thaïlande, aux Philippines et en Corée du Sud. La plupart des grandes agences de voyages japonaises n'ont apparemment pas manqué de faire la promotion de ces attractions touristiques, certaines fournissant même à l'avance à leurs clients des photographies pour qu'ils puissent choisir une femme avant leur départ. p. 57

Étant donné la clarté de cet ouvrage et la pertinence de l'analyse, on a affaire à un très bon livre de lecture très facile.

Michel HOUNDJAHOUÉ

*École Nationale d'Administration
Cotonou, Bénin*

GUAY, Pierre-Yves, *Les firmes transnationales et l'État-nation: l'émancipation par la dépendance*. Montréal, Les éditions Agence d'ARC, 1987, xv + 498 pp.

De la lecture de l'ouvrage de Pierre-Yves Guay se dégage une certaine impression de déjà lu. Impression partiellement fondée parce que, sans ramener le lecteur au marxisme des années soixante (pour emprunter le titre de l'ouvrage de Maurice Lagueux), *Les firmes transnationales et l'État-nation* s'inspire très largement d'une littérature grandement répandue et abondamment utilisée il y a quelque dix ans. En ce sens, la contribution de Pierre-Yves Guay prend des allures de rappel; mais ce rappel tire toute sa pertinence du fait que sa diffusion coïncide avec la publication du texte de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

La discussion menée par Pierre-Yves Guay se révèle en somme tout à fait actuelle tout en comportant une mise en perspective théorique que la popularité récente des thèses

(néo-)libérales avait reléguée au second plan. Guay refuse expressément « de prétendre à une autre théorie générale de l'univers, ni de prétendre détenir les clés du passé, du présent, du futur, de la dialectique et de la vérité totale et absolue. Les vérités ne sont vraies que, lorsqu'elles sont partielles, limitées et qu'elles ne prétendent pas à l'explication totale et infaillible. » (p. 16) Raréfié, l'air frais ne s'en trouve que plus tonifiant. La distance prise quant aux évangiles donne place à l'identification des insuffisances et de l'explication libérale (pp. 30-32) et de l'explication marxiste (pp. 42-43) relativement au phénomène transnational.

La prudence manifestée dans l'adoption d'orientations (postulats) théoriques n'entraîne pas forcément le maintien de la nuance dans l'analyse. Ce n'est pas le style polémique emprunté par Guay qui se trouve mis en cause; cette façon de faire a plutôt pour effet positif d'animer l'argumentation. Toutefois, le risque se dessine alors des exclusions péremptoires et des conclusions à l'emporte-pièce. À ce point de son développement, l'auteur ne peut sûrement pas être accusé d'entretenir l'ambiguïté. « L'hégémonie des FTN et les réseaux de 'pluri-dépendance' qu'elles tissent, rendent de plus en plus illusoire toute tentative 'déviationniste'. Ainsi, sauf en cas de force majeure, les formes conventionnelles de domination politique impérialiste sont moins nécessaires pour conserver les nations dans le droit chemin. Comme la Trilatérale le voulait, le système mondial s'autorégule de mieux en mieux, prévenant lui-même ses crises, assurant lui-même son maintien et sa reproduction, réduisant ainsi la nécessité d'une intervention de l'Empereur. » (p. 478)

Semblable conclusion explique pourquoi Guay se trouve plutôt porté « au pessimisme » (p. 482) à la suite de son analyse du phénomène transnational. Cette attitude constitue peut-être l'aboutissement plus ou moins attendu de la préférence qu'il avait choisi d'accorder « subjectivement à l'étude de la dimension économique » (p. 12). Même s'il prend soin d'ajouter immédiatement que le primat accordé « à l'économique ne doit pas être interprété comme signifiant le rejet de l'importance considérable des aspects idéologico-culturels »,

Guay n'a pas réussi complètement à se dégager d'un certain économisme. Réticent à tout défaitisme et critique de tout catastrophisme, il parvient à imaginer encore une possibilité de riposte: « Stratégiquement, et avec tous les aléas et les contradictions que cela comporte, la seule chance réside dans le renforcement de l'appareil d'État national et l'exercice d'une riposte réelle face aux FTN. » (p. 482) Tentative de sortie pour le moins paradoxale, compte tenu d'une tendance à l'autonomisation du système mondial. Guay veut quand même qualifier sa « solution » nationaliste (« Sans un vigoureux nationalisme populaire 'de rupture', point de salut. »), pour aussitôt en montrer les limites (« Sans doute un vœu pieux et naïf »).

De fait, si Guay se défend explicitement du piège de l'économisme, il n'échappe visiblement pas à celui de la contrainte extérieure. « La misère des peuples n'est que proportionnelle à la pauvreté que leur impose l'intensification de l'exploitation transnationale. » (p. 178) Il souligne bien « que ce qui importe, ce n'est pas seulement comment le capitalisme encadre les acteurs sociaux et structure leur mouvement, mais aussi ce que font les acteurs sociaux de cet encadrement » (p. 199). Il ajoute encore que « l'attitude bienveillante ou hostile manifestée par la politique de l'État sera plutôt déterminée par l'issue des luttes entre les groupes sociaux concernés par la présence des FTN, chacun évaluant selon ses propres intérêts, et dans un contexte national et sectoriel particulier, les avantages à bénéficier et les inconvénients à redouter » (p. 205). Ces positions, pourtant nettes, ne préviennent pas néanmoins les conclusions déjà citées. Conclusions d'ailleurs anticipées dès les premières pages de l'ouvrage: « La réaction de l'État face aux FTN se verrait alors confinée, par la dynamique mondiale, à n'être qu'une simple renégociation des termes de la dépendance, à cent lieues d'une stratégie de rupture. Pour des motifs de stratégie à court terme, dictée par les intérêts immédiats des segments les plus puissants de la bourgeoisie intérieure, l'État renoncerait à toute stratégie de rupture, mais pratiquerait plutôt la stratégie des désespérés: l'absolue soumission est devenue la clé du progrès. » (p. 10) En dernière analyse, les

dés ne peuvent être que pipés: la contrainte extérieure vient à la rencontre du résultat des luttes politiques intérieures, et, ensemble, ces deux éléments dictent l'orientation des politiques « nationales »! Toujours dans le même sens.

Entre son introduction et sa conclusion, Guay conduit une analyse articulée autour de cinq parties principales. Tout d'abord, est examiné le phénomène transnational d'un point de vue théorique (pp. 21-90), examen qui conduit à poser que l'impérialisme contemporain et l'apparition des FTN s'expliquent « par la dynamique du MPC qui exige, pour assurer sa reproduction, un élargissement continu de sa base de production et de consommation » (p. 89). La revue subséquente des stratégies suivies au niveau mondial (pp. 91-200) conduit à observer que « le déplacement vers l'économie mondiale des contradictions vécues par le capitalisme au plan intérieur ne résout pas la nature de ces contradictions, qui ne sont que dépassées momentanément, d'où la nécessité pour les FTN de se livrer à la course à la transnationalisation, au repartage des champs d'action, à la recombinaison permanente et à l'approfondissement de la DIT » (p. 198). Sont alors analysées, dans une troisième partie (pp. 201-280), les réactions typiques des États-nations pour constater que « l'immense majorité des États du monde capitalistes (*sic*) ont déjà livré leur économie nationale aux FTN » (p. 280).

À partir de telles prémisses, longuement développées et justificatrices du sous-titre de l'ouvrage (*L'émancipation par la dépendance*), le lecteur peut en partie présumer ce qui lui est présenté dans les deux autres parties de l'ouvrage touchant respectivement la mainmise étrangère au Canada et au Québec (pp. 281-348) et l'intervention étatique au Canada et au Québec (pp. 349-475). Le lecteur modérément averti n'y découvre pas des informations fondamentalement nouvelles. L'auteur n'est pourtant pas avare d'illustrations et de données. Elles demeurent cependant quelque peu insatisfaisantes. À vouloir montrer tout ce qui peut étayer sa thèse, le risque est grand que l'on démontre peu. Non pas que l'illustration se révèle inopportune; mais la surcharge empiri-

que semble produire une absence de profondeur.

D'entrée, Guay déclare s'inspirer de la sociologie critique qui, elle, « aspire à l'analyse de la globalité ». Est dès lors posé que « plus rien ne semble pouvoir s'expliquer en dehors du mode de production et, à plus forte raison, du capitalisme mondial. Ainsi, au niveau d'une sociologie globalisante du phénomène transnational [...] l'intérêt du phénomène réside donc surtout dans l'exploration des rapports qui se nouent entre les FTN, en tant qu'acteur social, l'État et les classes sociales. » (p. 6) C'est justement cette exploration que *Les firmes transnationales et l'État-nation* relate. Le plan d'expédition original laisse présager une très longue route à parcourir; il est concevable que les raccourcis se montrent attrayants, au risque tout de même admissible que soit ratée une partie du paysage. Mais Guay ne veut passer à côté d'aucun belvédère, même si ce n'était que pour promener un œil rapide, parfois trop rapide.

Ainsi, dans son exploration de la situation canadienne, l'auteur ne peut se permettre de passer à côté de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, même si ce n'était que pour montrer son action timorée et son caractère éphémère. La volonté exprimée par le gouvernement canadien de négocier les conditions de la pénétration du capital étranger demeura toujours très timide et disparut finalement avec la création d'Investissement Canada. Il serait sans doute souhaitable de poursuivre une discussion plus approfondie sur le sujet. Il convient au minimum de noter qu'il n'est peut-être pas tout à fait juste de simplement dire que « cette volonté de négociation fut suscitée en 1972 par le dépôt du Rapport Gray, commandé par le gouvernement Trudeau » (p. 424). Au moins faut-il rappeler que le Rapport Gray avait été précédé du Rapport Wahn en 1970, du Rapport Watkins en 1968, et même du Rapport Gordon en 1958, sans totalement faire abstraction de passages significatifs du Rapport Porter en 1964. On ne peut certes pas ignorer, non plus, la période d'activisme très passager qui avait fait apparaître un courant nationaliste non négligeable entre 1969 et 1972 avec le Waffle et le

Comité pour l'indépendance du Canada. La prise en compte de ces éléments ne modifie sans doute pas essentiellement le paysage; la perspective n'est cependant plus tout à fait la même.

Encore une fois, par sa préoccupation de chercher à tout voir, Guay donne l'impression d'être contraint de voir trop rapidement. Sa vue d'ensemble du phénomène transnational exerce une certaine fascination; en apparence minutieuse, son analyse n'est cependant pas exempte de lacunes. Le choix d'une approche globalisante rend sans doute ces faiblesses compréhensibles, sans pour autant inciter à les ignorer. L'indulgence du lecteur s'en trouve parfois mise à l'épreuve: ainsi, il ne saisit pas très clairement la portée des « nuances » que l'auteur retrace « entre la ligne dure et protectionniste républicaine et le libre-échangeisme 'systématique' des démocrates » (p. 230) aux États-Unis. Ce sont sans doute ces nuances qui justifient un renversement de la perception habituelle des positions respectives de ces deux grandes organisations partisans! Manifestement, le lecteur et l'auteur ne puisent pas aux mêmes sources. Ce qui permet d'introduire une dernière remarque sur la nature du travail présenté par Guay.

En allant très vite, l'auteur donne l'impression (en grande partie fausse) d'un contrôle insuffisamment poussé. Il crée même un malaise chez son lecteur en n'indiquant pas les sources de ses nombreux tableaux statistiques (une trentaine) par ailleurs très instructifs.

Pour conclure, la contribution de Guay se révèle pertinente, particulièrement en tenant compte du contexte dans lequel elle apparaît. Discutable sous quelques-uns de ses aspects, *Les firmes transnationales et l'État-nation* mérite tout de même d'être considéré comme une référence pour les étudiants soucieux de s'introduire globalement au phénomène de transnationalisation qui marque actuellement l'économie mondiale et de cerner les éléments qui traduisent généralement ce phénomène dans le contexte canadien et québécois.

Raymond HUDON

*Département de science politique
Université Laval, Québec*

MAUROY, Pierre, « À GAUCHE », Paris, Albin Michel, 1985, 447 p.

« À GAUCHE ». Avec cette litote spatiale pour titre, l'ouvrage de Pierre Mauroy ne semble pas réductible à un simple bilan de gouvernement. Unique premier ministre dans l'histoire de France d'un gouvernement d'union de la gauche (1981-1984), l'auteur offrirait au lecteur ce qui apparaît comme une contribution marquante à la compréhension du projet de société de la gauche. « À GAUCHE », un simple souhait? Davantage un appel! L'univers de convocation en vue d'une réforme de la société (p. 11). Réforme, qui s'inscrit au coin d'une certaine rupture (p. 12) d'avec le système capitaliste instauré par la droite plus de trois décennies durant (p. 21), la gauche vise à « changer la vie » (p. 22) pour mieux « préparer demain ». Pouvait-elle disposer des moyens de sa politique de réforme, lors même qu'elle assumait un État dont elle avait accoutumé de récuser les structures?

Pierre Mauroy s'efforce, tout au long de son ouvrage, de répondre à cette question préjudicielle qui décide, ici, du degré d'adéquation entre les pétitions de principe et le contenu de l'action. Avant d'apprécier cette adéquation, il importe de camper l'ossature de l'ouvrage. Celle-ci se déploie sur onze chapitres.

Dans le chapitre I l'auteur situe la philosophie d'action de la gauche; dans le second il justifie la nécessité des équilibres économiques. Il traite de la modernisation de l'industrie (chap. III), et du travail considéré comme un droit (chap. IV). Ailleurs, il souligne la relation de causalité entre la réussite de l'action gouvernementale et l'assumption par la collectivité nationale des servitudes sociales: Pierre Mauroy en appelle à « une France solidaire » (chap. V). Cette nouvelle éthique de la solidarité suppose un changement des mentalités en ville et aux champs (chap. VI). Elle est réponse à l'image que la France se donne d'elle-même, celle de la Patrie des Droits de l'Homme (chap. VII). Le chapitre VIII prolonge le précédent: Patrie des Droits de l'Homme, la France ne peut manquer d'assurer une présence active dans le monde. Si le chapitre IX traite de l'amour pour la liberté: